

ARRÊTÉ

portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Tereos Starch and Sweeteners Europe
Communes de Mesnil-Saint-Nicaise et de Nesle

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 autorisant la SAS AMYLUM France à exploiter une usine de fabrication de glucose sous diverses formes utilisant le blé comme matière première sur les communes de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 Août 2011 autorisant la société TEREOS SYRAL à poursuivre l'exploitation du nouvel atelier d'hydrogénation de solutions de sucres, du nouvel atelier de raffinage de polyols liquides et à exploiter un nouveau stockage d'hydrogène liquide sur les communes de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les actes délivrés à la SAS AMYLUM France puis TATE LYLE France puis TEREOS SYRAL et enfin TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE, les autorisant à exploiter les installations classées de l'établissement de fabrication de glucose sous diverses formes, d'éthanol et de polyols par hydrogénation de solution de sucres, implanté sur les communes de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à l'inspection des installations classées, par courrier du 4 mars 2024 relatif au projet de création de trois lignes de dépotage de farine complémentaires ;

Vu le rapport et les propositions du 28 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 4 juin 2024, réceptionné le 13 juin 2024 ;

Vu l'accord formulé par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 17 juin 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur les communes de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et d'actes complémentaires.
2. Par courrier du 4 mars 2024, la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE a transmis, à l'inspection des installations classées, un dossier de porter-à-connaissance visant à la création de trois nouvelles lignes de dépotage de farine complémentaires.
3. Au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 28 mai 2024, que ces modifications sont notables et non substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
4. Conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, certaines dispositions des arrêtés préfectoraux autorisant la société TEREOS STARCH & SWEETENERS, dont le siège social est situé ZI Portuaire – B P 32 – F-67390 Marckolsheim, à exploiter ses installations au 46, rue de Nesle, à Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

| Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs | Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications |
|--|---|--|
| Arrêté préfectoral d'autorisation du 25 Août 2011 | Article 1.2.3 Consistances des installations autorisées | Complété par l'article 3 du présent arrêté |
| Arrêté préfectoral d'autorisation du 25 Août 2011 | Titre 7 Prévention des risques technologique | Complété par l'article 4 du présent arrêté |

Article 3 : Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 Août 2011 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

- Installation temporaire de dépotage de farine comprenant les équipements suivants :
 - 3 compresseurs
 - 3 séparateurs
 - 3 refroidisseurs

Article 4 : Dépotage de farine et prévention des risques technologique

L'exploitant assure la formation du personnel interne :

- à l'utilisation des installations et aux risques associés à l'usage de l'installation,
- aux risques associés en zone ATEX Poussières,
- aux consignes de sécurité et d'intervention en cas d'incident.

L'exploitant actualise l'ensemble de son système documentaire et notamment :

- les consignes de sécurité associées aux quatre installations de dépotage de farine, la liste des mesures de maîtrise des risques proposées dans la notice de danger du dossier de porter à connaissance du 4 mars 2024 et des opérations de maintenance. Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.
- les plans de réseaux et de canalisation
- le plan d'opération interne.

L'exploitant assure un nettoyage régulier de la zone de dépotage pour limiter le risque d'apparition de zone ATEX.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché aux mairies de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle pendant une durée minimum d'un mois ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens), le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par le code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, les maires Mesnil-Saint-Nicaise et Nesle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Tereos Starch and Sweeteners Europe.

Amiens, le 24 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD